



Fabrice
Balanche

Fabrice Balanche : «L'attitude suicidaire de l'Iran peut embraser tout le Moyen-Orient»

Face aux attaques d'Israël et des États-Unis, l'ampleur de la riposte iranienne, visant notamment les pétromonarchies du Golfe, fait planer la menace d'une déstabilisation durable de la région, analyse le géographe Fabrice Balanche, spécialiste du Proche-Orient, maître de conférences en géographie à l'université Lyon 2.

Entretien réalisé par Jean-Bosco Herbin, [Le Figaro](#), 3 mars 2026

LE FIGARO. - Téhéran a confirmé la mort de son guide suprême, Ali Khamenei, tué dans l'opération militaire américano-israélienne. Les attaques lancées par Jérusalem et Washington ont-elles comme but principal un changement de régime en Iran ? Quels scénarios peut-on envisager désormais ?

Fabrice BALANCHE. - Vu l'ampleur de l'offensive, c'est effectivement un changement de régime qui est envisagé par [Washington](#). La question est maintenant de savoir s'ils auront les moyens d'y parvenir. L'autre issue possible serait un changement intérieur au régime, sur le modèle du Venezuela, en espérant qu'au sein de l'appareil, il y ait des militaires ayant quitté le mouvement des Gardiens de la Révolution, qui aient décidé d'abandonner l'idéologie de la République islamique.

La condition *sine qua non* pour qu'il y ait un changement de régime en Iran est qu'une opposition armée iranienne émerge. Et ça n'est pas le cas pour l'instant. Il y a eu, ces dernières années, des mouvements armés au Baloutchistan, à l'est du pays, à la frontière avec [le Pakistan](#), mais cette rébellion armée n'a plus fait parler d'elle depuis longtemps. Du côté kurde, des mouvements ont déjà lancé des raids depuis l'Irak contre l'Iran. C'est peu probable qu'ils aient la capacité de soulever la population kurde iranienne. Par ailleurs, les États-Unis ayant abandonné récemment les Kurdes syriens au mépris des promesses d'autonomie faites durant la guerre contre l'État Islamique, je les vois mal être l'avant-garde d'une insurrection.

En quoi l'intervention d'Israël dans ces attaques conjointes avec les États-Unis peut-elle bouleverser les rapports de force au Moyen-Orient et notamment la place qu'occupe l'État hébreu ?

Depuis [le 7 octobre 2023](#), Israël a décidé d'assurer sa sécurité à long terme et s'est lancé dans une stratégie de remodelage au Moyen-Orient. Elle est devenue et se considère telle quelle, une puissance majeure du Moyen-Orient capable de frapper n'importe où, même le Qatar. Les dernières frappes effectuées contre ce dernier, visaient, soi-disant, le siège du Hamas, mais l'objectif était en réalité d'envoyer un message aux autorités qataries, celui d'arrêter de soutenir le Hamas. Avec le soutien américain, la position israélienne est donc

dominante au Moyen-Orient. Et grâce aux renseignements israéliens, les frappes américaines sont puissantes et précises. C'est un partenariat extrêmement fort qui s'est noué entre les deux pays, une véritable relation d'interdépendance.

Comment faut-il analyser la politique extérieure des États-Unis au Moyen-Orient ? Pourquoi l'administration Trump a-t-elle fait le pari d'une intervention armée en Iran ?

L'intervention américaine a pour but premier d'éviter que l'Iran soit en possession de l'arme atomique. La sécurité d'Israël et [des pays du Golfe](#) est en jeu. Or, ces derniers payent très cher leur sécurité. Dès son retour au pouvoir, Donald Trump a fait une tournée dans le Golfe, au printemps 2025. Il a récolté 1 000 milliards d'investissements saoudiens, qataris et émiratis, et engrangé de nombreuses commandes de matériel militaire. Les pétromonarchies du Golfe n'en ont pas forcément besoin, mais payent, par-là, leur protection. Donald Trump se doit donc de les défendre dans cette guerre qu'ils redoutaient fortement.

Elles espéraient que le problème du nucléaire iranien se réglerait par la négociation. De fait, Donald Trump, qui a besoin de régler le problème iranien avant que l'approche [des midterms](#) (en novembre 2026) ne vienne gêner sa politique étrangère, a décidé de trancher le nœud gordien, en frappant. La présidence de Joe Biden avait été un échec pour empêcher Téhéran de se doter de l'arme atomique, puisque entre 2020 et 2024, l'Iran avait réussi enrichir une grande quantité d'uranium, approchant du seuil fatidique. Il devenait urgent d'agir.

Il faut aussi analyser l'investissement des États-Unis au Moyen-Orient par rapport à sa compétition avec la Chine pour la place de première puissance mondiale. Il y a d'ailleurs, dans le slogan *Make America Great Again* une similitude avec l'*America is back* de [Ronald Reagan](#), en 1981, qui s'était confronté avec succès à l'URSS. Cet interventionnisme rentre dans une stratégie globale de la part des États-Unis pour réaffirmer leur puissance. Leurs alliés du Moyen-Orient s'étaient éloignés ces derniers temps, se rapprochant notamment de la Chine et de la Russie. En montrant sa force, les États-Unis montrent leur force et une hégémonie sur le Moyen-Orient.

La riposte iranienne a frappé Israël, l'Arabie saoudite, le Qatar ou encore les Émirats arabes unis. Est-on face à un risque d'embrasement régional ? L'Iran a-t-il les moyens de mener une guerre contre tous ces pays ?

Si les Iraniens frappent les infrastructures pétrolières, les centrales électriques et les stations de dessalement d'eau de mer, ces pays peuvent s'effondrer, car leur mode de

développement les fragilise en cas de guerre. S'ils déclenchent une marée noire dans le Golfe, les stations de dessalement d'eau de mer ne fonctionneront plus, car l'eau sera polluée. Outre s'attaquer aux infrastructures vitales de ces pays, les Iraniens peuvent toujours utiliser le Hezbollah et [les milices chiites irakiennes](#) pour frapper les bases américaines voisines et s'attaquer aux intérêts occidentaux. Le Hezbollah s'est de nouveau attaqué à Israël malgré sa défaite de l'automne 2024 et les accords de cessez-le-feu. Il a perdu tout crédit au sein de la population libanaise en faisant cela, y compris dans la population chiite. La réaction israélienne ne s'est pas fait attendre. Cette attitude suicidaire de l'Iran, entraînant ses milices alliées dans le conflit, peut embraser tout le Moyen-Orient déjà bien affaibli par des conflits internes.

L'embrasement du Moyen-Orient a entraîné une hausse importante des prix du pétrole et du gaz. Faut-il s'attendre à une crise énergétique mondiale ?

Sans les apports en hydrocarbure venus du Moyen-Orient, les prix de l'énergie vont augmenter indubitablement. Avec la fermeture du [détroit d'Ormuz](#), la sécurité énergétique de l'Europe est en jeu, sachant que nous sommes déjà privés des hydrocarbures russes. L'Iran peut aussi faire bloquer par ses alliés Houtis, depuis le nord du Yémen, le détroit de Bab-el-Mandeb. Une action contre le canal de Suez n'est pas à exclure non plus. Ils pourraient, par-là, torpiller le marché mondial du pétrole et du gaz, car l'immense majorité dépend de contrats à long terme. Il y a finalement très peu de pétrole libre sur le marché. Sur les 100 millions de barils que consomme le monde par jour, une minorité est libre d'accès. Le reste est réservé par des contrats à terme négociés de gré à gré. Si le pétrole et les gaz en provenance du Golfe venaient à faire défaut quelques mois, les États et les grandes entreprises qui négocient directement avec les pays producteurs devront se reporter sur le marché libre au sein duquel les prix peuvent augmenter beaucoup plus rapidement. Mais une pénurie n'est pas à craindre, car aujourd'hui les États-Unis disposent de capacité de production en réserve grâce aux hydrocarbures de schiste, mais ils sont plus chers à extraire. Des gisements offshore situés partout dans le monde, qui ont des coûts d'extraction élevés, peuvent aussi être davantage sollicités. Cependant, tout cela aura un coût certain pour l'économie mondiale, en particulier pour les pays dénués d'indépendance énergétique, comme ceux d'Europe.